

ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
137, boulevard Georges Pompidou
05000 GAP

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023



1^{er}, rue Carnot
05000 GAP

Société de Commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix-Bastia



Société de commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix-Bastia
8, avenue Frédéric Mistral – 13008 MARSEILLE – ☎ 04 86 76 02 90 – 📠 04 91 75 91 40
2, rue Mahatma Gandhi – 13090 AIX-EN-PROVENCE – ☎ 04 42 93 37 00 – 📠 04 42 27 73 84
1^{er}, rue Carnot – 05000 GAP – ☎ 04 92 53 66 40 – 📠 04 92 53 29 38

ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
137, boulevard Georges Pompidou
05000 GAP

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DEVELOPPEMENT CULTUREL DE GAP ET DES HAUTES-ALPES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 15 avril 2024



ACN AUDIT,
Alain CERAULO
Commissaire aux Comptes associé

BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISE	ACTIF	Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)	32 545	24 810	7 735	12 068	4 333-	35- 91-
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	1 053 182	668 555	384 627	439 574	54 947-	12- 50-
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	354 856	287 782	67 074	88 881	21 808-	24- 54-
	Autres immobilisations corporelles	1 171 854	1 011 310	160 544	166 981	6 437-	3- 85-
	Immobilisations en cours	3 534		3 534		3 534	
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations	3 141		3 141	3 141		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations financières	640		640	640		
	Total I	2 619 753	1 992 457	627 296	711 286	83 990-	11- 81-
	Comptes de liaison						
	Total II						
	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
Comptes de Régularisation	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	13 559	13 559	13 559	12 178	1 381	11- 34
	Autres créances	153 006	153 006	153 006	245 244	92 238-	37- 61-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie	357 883	357 883	357 883	265 285	92 598	34- 91
	Disponibilités	29 289	29 289	29 289	18 706	10 583	56- 57
	Charges constatées d'avance (3)						
	Total III	553 737	553 737	553 737	541 413	12 324	2- 28
	Charges à répartir sur plusieurs exercices(4V)						
Comptes de Régularisation	Primes de remboursement des obligations(5V)						
	Ecart de conversion actif(6V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 173 490	1 992 457	1 181 033	1 252 699	71 666-	5- 72-

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an
Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable



BILAN PASSIF

FONDS ASSOCIATIFS	PASSIF	Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements Provisions	Net	Net	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres						
	Fonds associatifs sans droit de reprise						
	Ecart de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves	121 938		114 832		7 106	6- 19
	Report à nouveau	25 107		51 032		25 925-	50- 80-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)						
FONDS ASSOCIATIFS	Autres fonds associatifs						
	Fonds associatifs avec droit de reprise :						
	Apports						
	Legs et donations						
	Résultats sous contrôle de tiers financiers						
	Ecart de réévaluation						
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables						
	Provisions réglementées						
	Droit des propriétaires						
	Total I	572 356		631 965		59 608-	9- 43-
FONDS DÉDIÉS	Comptes de liaison						
	Total II						
	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	16 419		16 419			
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	61 613		51 669		9 944	19- 25
	Fonds dédiés sur autres ressources						
	Total III	78 032		68 088		9 944	14- 60
	Emprunts obligataires						
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières divers	82 735		105 305		22 570-	21- 43-
DETTES (1)	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés						
	Dettes fiscales et sociales	99 661		97 159		2 502	2- 57
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	223 462		193 633		29 829	15- 40
	Autres dettes						
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance						
	Total IV	124 787		156 549		31 762-	20- 29-
	Ecart de conversion passif(V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 181 033		1 252 699		71 666-	5- 72-
Comptes de Régularisation	Comptes de conversion passif(V)						

(1) Dont à plus d'un an
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques
Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	335 637	371 978	36 341-	9,77-
Production vendue de Biens et Services				
Production stockée				
Production immobilisée	1 841 601	1 930 923	89 322-	4,63-
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	84 292	88 418	4 126-	4,67-
Collectes	62 589	51 792	10 797	20,85
Cotisations				
Autres produits	13 384	24 371	10 988-	45,08-
Total I	2 337 503	2 467 483	129 981-	5,27-
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	389 998	461 786	71 788-	15,55-
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	638 407	718 320	79 914-	11,13-
Impôts, taxes et versements assimilés	23 904	27 013	3 109-	11,51-
Salaires et traitements	856 704	867 757	11 053-	1,27-
Charges sociales	305 237	316 741	11 504-	3,63-
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	135 651	135 477	174	0,13
Sur immobilisations : dotations aux provisions	8 096	7 361	735	9,99
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions	20 194		20 194	
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	47 943	57 835	9 892-	17,10-
Total II	2 426 135	2 592 291	166 156-	6,41-
1 - Résultat d'exploitation (1-II)	88 632-	124 808-	36 176	28,99
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier	32	11	21	197,00
Autres intérêts et produits assimilés	2 315	1 420	895	63,03
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	2 347	1 431	916	64,03
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilés	1 058	1 310	251-	19,19-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	1 058	1 310	251-	19,19-
2. Résultat financier (V-VI)	1 289	121	1 168	964,93
3. Résultat courant avant impôts (1-II+III-IV+V-VI)	87 343-	124 687-	37 343	29,95
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	88 172	12 452	12 452-	100,00-
Reprises sur provisions et transferts de charges		88 681	510-	0,57-
Total VII	88 172	105 936	17 765-	16,77-
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		68	68-	100,00-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
Total VIII		68	68-	100,00-
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	88 172	105 868	17 696-	16,72-
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (1+III+V+VII)	2 428 021	2 574 850	146 829-	5,70-
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	2 427 193	2 593 669	166 476-	6,42-
Solde intermédiaire	828	18 819-	19 647	104,40
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	828	18 819-	19 647	104,40



EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
			Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature	200		200	
Prestations en nature	998		998	
Bénévolat	2 624		2 624	
TOTAL	3 822		3 822	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature	3 822		3 822	
Personnel bénévole				
TOTAL	3 822		3 822	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 181 032.87 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 2 337 502.73 Euros et dégageant un excédent de 828.22 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Néant

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 et l'ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Informations générales complémentaires

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL :

Définir les grandes orientations culturelles mises en oeuvre par le théâtre La Passerelle, Scène nationale de Gap dans le cadre du contrat d'Objectif signé avec les partenaires : ville de Gap, Département des Hautes-Alpes, Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur et Ministère de la Culture.

De Contrôler la gestion financière et matérielle du Théâtre La Passerelle, Scène nationale de Gap et des Alpes du Sud, dans l'accomplissement des missions de service public.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

Favoriser la production de spectacle des "résidences de création"

Favoriser des "résidences d'accueil" ayant pour but d'exploiter le répertoire d'une compagnie et d'imaginer avec les artistes présents ses actions de sensibilisation des publics

Organiser une saison de diffusion de spectacles pluridisciplinaires

Susciter des coopérations avec d'autres équipements culturels présents à Gap, dans les Hautes-Alpes et les Alpes du Sud, visant ainsi à mettre en oeuvre une politique de développement culturel sur ce territoire.

Développement du festival TOUS DEHORS (enfin) ! à Gap

MOYENS MIS EN OEUVRE

La présentation de spectacles, de concerts, d'expositions, de conférences, de cinéma, d'audiovisuel ainsi que toutes formes d'expressions dans les domaines de l'art, de la culture et de la communication, permettant la diffusion et la connaissance des disciplines de l'intelligence et de la sensibilité.

OBSERVATIONS :

A compter du 1er janvier 2012, l'Association a opté pour l'assujettissement à la TVA des subventions compléments de prix.

L'immeuble à usage de théâtre est mis à disposition gratuitement par la Ville de Gap.

REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS :

Eu égard aux obligations nées de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, les rémunérations et avantages en nature des cadres dirigeants et bénévoles de l'association s'évaluent globalement aux montants suivants:

- Rémunérations: 165 689,78 €,
- Avantages en nature: Néant.

Précisons également que l'effectif moyen a été de 26,15 personnes en équivalent temps plein au titre de l'année 2023, contre 27,30 personnes pour 2022.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -
Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL		
Constructions sur sol propre	1 053 182		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	365 741		2 770
Installations générales agencements aménagements divers	500 893		16 294
Matériel de transport	17 480		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	600 028		37 159
Immobilisations corporelles en cours			3 534
TOTAL	2 537 325		59 757
Autres titres immobilisés	3 141		
Prêts, autres immobilisations financières	640		
TOTAL	3 781		
TOTAL GENERAL	2 573 651		59 757

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL		32 545	32 545
Constructions sur sol propre			1 053 182	1 053 182
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	13 655		354 856	354 856
Installations générales agencements aménagements divers	0		517 187	517 187
Matériel de transport			17 480	17 480
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	0-		637 188	637 188
Immobilisations corporelles en cours	0-		3 534	3 534
TOTAL		13 655	2 583 426	2 583 426
Autres titres immobilisés			3 141	3 141
Prêts, autres immobilisations financières			640	640
TOTAL			3 781	3 781
TOTAL GENERAL		13 655	2 619 753	2 619 753



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	20 477	4 333		24 810
Constructions sur sol propre		613 608	54 947		668 555
Installations techniques; Matériel et outillage industriel		276 860	24 577	13 655	287 782
Installations générales agencements aménagements divers		340 915	5 290	0	346 205
Matériel de transport		17 480			17 480
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		471 529	46 504		518 033
TOTAL		1 720 392	131 318	13 655	1 838 054
TOTAL GENERAL		1 740 869	135 651	13 655	1 862 865

Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
Autres immob.incorporelles	TOTAL	4 333		Reprises
Constructions sur sol propre		54 947		
Instal.techniques matériel outillage indus.		24 577		
Instal.générales agenc.aménag.divers		5 290		
Matériel de bureau informatique mobilier		46 504		
TOTAL		131 318		
TOTAL GENERAL		135 651		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	114 832		7 106		121 938
Report à nouveau	51 032	25 925			25 107
Excédent ou déficit de l'exercice	18 819 -	25 925 -			828
Situation nette	147 045		828		147 873
Subventions d'investissement	484 920		54 735	115 172	424 483
TOTAL I	631 965		61 841	115 172	572 356

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	51 669	20 194	10 251		61 613
Autres provisions pour risques et charges	16 419				16 419
TOTAL	68 088	20 194	10 251		78 032

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations corporelles	121 496	8 096	0 -		129 593
TOTAL	121 496	8 096			129 593
TOTAL GENERAL	189 584	28 290	10 251		207 624
Dont dotations et reprises d'exploitation		28 290	10 250		



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	640		640
Autres créances clients	13 559	13 559	
Personnel et comptes rattachés	999	999	
Taxe sur la valeur ajoutée	27 040	27 040	
Divers état et autres collectivités publiques	118 250	118 250	
Débiteurs divers	6 717	6 717	
Charges constatées d'avance	29 289	29 289	
TOTAL	196 495	195 855	640

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	58	58		
Fournisseurs et comptes rattachés	99 661	99 661		
Personnel et comptes rattachés	127 341	127 341		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	90 776	90 776		
Taxe sur la valeur ajoutée	2 409	2 409		
Autres impôts taxes et assimilés	2 935	2 935		
Produits constatés d'avance	124 787	124 787		
TOTAL	447 968	447 968		

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	5 à 19 ans
Agencement des installations	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel audio-visuel	Linéaire	2 à 7 ans
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 19 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans
Logiciel	Linéaire	1 à 5 ans

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	124 878
Total	124 878

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	58
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34 534
Dettes fiscales et sociales	164 711
Total	199 303

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	29 289
Total	29 289
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	124 787
Total	124 787

Subventions d'équipement

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ALCOTRA	305 230,65€
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VILLA BADIN	415 486,00 €
Subvention ville de GAP	12 030,00
Subvention région PACA	55 000,00
Subvention FNADT	150 000,00
FEDER	198 456,00
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT USINE BADIN	88 680,00 €
Subvention ville de GAP	4 970,00
Subvention région PACA	25 000,00
Subvention FNADT	58 710,00
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VILLA & USINE BADIN VIRE AU RESULTAT	513 748,64 €
Subvention S/R Bâti BADIN	320 971,28
Subvention S/R Alcotra Bâti BADIN	181 554,84
SubventionS/R Alcotra matériel BADIN	11 222,52
SUBVENTIONS EQUIPEMENT MATERIEL	286 670,50 €
Subvention région	92 000,00
Subvention département	20 000,00
Subvention DRAC	174 670,50
SUBVENTIONS EQUIPEMENT MATERIEL VIREE AU RESULTAT	169 930,28 €
SUBVENTIONS BATIBAR	36 504,77 €
SUBVENTIONS BATIBAR VIREE AU RESULTAT	24 409,52 €



ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité		Montant
Subvention ville de GAP		586 190
Subvention départementale		235 064
Subvention conseil régional		310 480
Subvention DRAC		607 735
Subvention communes excentrées		11 998
Subventions ateliers DRAC/ TALLARD		47 500
Subventions SACEM		2 257
Subvention SPIP		1 500
Total		1 802 724

Répartition par secteur géographique		Montant
Subvention Gap		1 802 724
Total		1 802 724

Valorisation des contributions volontaires

HEURES DE BENEVOLAT

Les heures de bénévolat en 2023 sont de 168,75 heures, valorisées au smic horaire 2023 chargé soit 2624,40€

A titre de précision, il est signalé que les organes de la gouvernance de l'association ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat, et n'ont pas été considérés comme visés par ces dispositions.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 9.100 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 9.100 €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements reçus

Garantie solidaire ville de Gap sur emprunt 300K€à l'origine	82 677
Total	82 677

Engagement en matière de pensions et retraites

La méthode retenue est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Cette méthode est désignée par la norme comptable IAS n°19 révisée (norme européenne)

et par la norme FAS87 (norme américaine).

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle.

Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évaluation des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise,
 - Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP),
 - Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation).
- Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total correspond à la somme des engagements individuels.

Les hypothèses retenues tiennent compte des éléments suivants :

- Un taux d'actualisation de 3,20 %,
 - Revalorisation des salaires des Cadres et non cadres : Profil 1 %
 - Charges sociales patronales : Non Cadres 26,16% et Cadres 41,49%
 - Calcul des droits conventionnels : selon les termes de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles
 - Un taux de turn over moyen est retenu aussi bien pour les Cadres que pour les non Cadres
 - La table de mortalité retenue pour les 2 catégories de personnel correspond à celle de l'INSEE 2022
 - L'âge de départ à la retraite est fixé à 60 - 67 ans
- Etant exposé les hypothèses retenues, le montant total de l'engagement des indemnités de fin de carrière s'élève à 68 462 € réparti de la manière suivante :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- Engagement des Non Cadres : 16 256 €
- Engagement des Cadres: 52 206 €

Sur l'exercice **2023**, la structure a ajusté la provision destinée à couvrir partiellement cet engagement, pour lui faire atteindre la somme de 61 612 €. Ce montant correspond à l'engagement actualisé relatif aux personnes devant quitter la structure dans les 18 prochaines années.